

Bulletin d'histoire politique

Maurice Martel, *Mémoires d'un pharmacien et d'un politique*,
Sorel-Tracy, chez l'auteur, 2011, 234 p.

Xavier Gélinas



Volume 22, Number 1, Fall 2013

L'incendie du parlement à Montréal : un événement occulté

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1018835ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1018835ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique
VLB éditeur

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Gélinas, X. (2013). Review of [Maurice Martel, *Mémoires d'un pharmacien et d'un politique*, Sorel-Tracy, chez l'auteur, 2011, 234 p.] *Bulletin d'histoire politique*, 22(1), 255–258. <https://doi.org/10.7202/1018835ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique et VLB Éditeur, 2013

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Maurice Martel, *Mémoires d'un pharmacien et d'un politique*, Sorel-Tracy, chez l'auteur, 2011, 234 p.

XAVIER GÉLINAS
Musée canadien des civilisations

Préfacés par Bernard Landry, ces souvenirs résument la carrière parlementaire et professionnelle de Maurice Martel, né en 1936. Lors de ses études en pharmacie à l'Université de Montréal, il milite dans la section Jeunesse de l'Union nationale. L'élément déclencheur de son implication fut l'affaire Gordon, du nom du président du Canadien National qui justifiait, en 1962, l'absence de francophones des cercles dirigeants de l'entreprise par leur incompétence. Maurice Martel explique son choix de parti par les possibilités de renouvellement offertes par une formation en reconstruction, une analyse partagée par d'autres jeunes-turcs qu'il a fréquentés, comme Marcel Masse et Jérôme Proulx, et par l'ouverture du chef Daniel Johnson aux idées de la relève. À la demande de ce dernier, il tentera de convaincre ses camarades étudiants Bernard Landry et Pierre Marois de se joindre au groupe ; on connaît les voies qu'ils choisiront... Maurice Martel est élu en 1966 dans la circonscription de Richelieu dont le chef-lieu est Sorel, sa ville d'adoption. Il devient adjoint parlementaire du ministre de la Santé et des Affaires sociales. Défait par le libéral Claude Simard en 1970, il retourne à son officine. Candidat victorieux sous la bannière péquiste en 1976, réélu en 1981, il refuse cependant le poste de président de l'Assemblée nationale que lui offre René Lévesque après les élections du 15 novembre. Contrarié, le chef du Parti québécois aura la mémoire longue, et Maurice Martel devra se contenter de redevenir adjoint parlementaire pendant 8 ans et attendra décembre 1984 pour accéder au conseil des ministres. Son bref passage au Revenu (12 mois) lui aura au moins permis de faire adopter une Charte des droits du contribuable qui devait quelque peu redorer la réputation dont pâtissait ce ministère. Défait aux élections de 1985, il retourne à la pratique de la pharmacie, une profession qu'il chérit ; c'est d'ailleurs avec une fierté non dissimulée qu'il relate que sa famille a donné 11 pharmaciens au Québec depuis les années 1850. Un

de ses chevaux de bataille, l'interdiction de la vente du tabac dans les pharmacies, connaît finalement son aboutissement grâce à une décision de son ami (et partenaire de tennis) Landry, une fois devenu premier ministre.

Ces souvenirs de Maurice Martel aideront les observateurs du nationalisme québécois contemporain à tenir davantage compte du glissement UN-PQ qui s'est manifesté au fil des années 1970, et qui explique en bonne partie le franchissement de la barre des 40 pour cent pour le Parti Québécois en 1976 et sa quasi-atteinte des 50 pour cent en 1981. De tels résultats témoignent de la capacité de rassemblement ou de synthèse de René Lévesque. Ses successeurs récents à la chefferie du PQ n'ont pas su, ou peut-être pas voulu, retenir cet électorat régional, plutôt conservateur, nationaliste au sens large, – le «Québec tranquille» dont parle Pierre Drouilly dans ses analyses du vote adéquiste – avec pour effet qu'il s'est campé à l'ADQ puis à la CAQ et que le seuil des 40 pour cent n'a pas été atteint par le Parti québécois depuis 1998. Les transfuges de l'Union nationale comme Rodrigue Biron ou Raynald Fréchette, de même que les recrues issues du Ralliement national, tels Jean Garon¹ et Marc-André Bédard, se sont très peu confiés, contrairement aux volubiles (et citadins) Pierre Bourgault, Claude Charron, Denis Lazure, Lise Payette et tant d'autres. Par ailleurs, ils n'ont guère suscité l'intérêt des biographes comme ce fut le cas pour les Lévesque et Parizeau. Qui s'étonnera ensuite que l'on connaisse infiniment mieux l'aile gauche du PQ, ou son cœur de centre-gauche, que son flanc droit?

Pour expliquer les circonstances qui l'ont fait passer d'un parti à un autre, Maurice Martel relate qu'à la veille des élections de 1973, Lévesque lui propose d'être candidat péquiste; Martel demande des éclaircissements sur le programme, particulièrement sur l'association économique proposée avec le Canada:

Comme les précisions qu'on m'a apportées étaient entièrement satisfaisantes, et comme je connaissais déjà très bien le projet principal du PQ, que j'avais toujours été un fervent nationaliste, que j'avais naturellement suivi de près le cheminement du Québec, que j'avais vu le Québec au début des années 1960 prêter une oreille très attentive à Jean Lesage et aux libéraux qui exigeaient que nous soyons «maîtres chez nous», et que j'avais été élu en 1966 comme membre de l'Union nationale de Daniel Johnson qui proposait au Québec l'alternative «égalité ou indépendance», pour ces raisons, j'ai dit que j'accepterais de poser ma candidature à l'assemblée d'investiture du PQ dans la circonscription de Richelieu... quand les circonstances me le permettraient (p. 65-66).

Rien d'un chemin de Damas, donc, ni d'une introspection profonde. Mais peut-être, après tout, que la simplicité confiante de cet homme de peu de mots est emblématique de sa mouvance politique?

La lecture de l'autobiographie de Maurice Martel permet également de se pencher sur le vécu d'un député d'arrière-ban. Peu d'entre eux rédigent leurs souvenirs ; les historiens ont donc tendance à fixer leur regard sur les têtes d'affiche. Les caucus sont pourtant constitués en majorité de sans-grade à peine décelés par le radar médiatique, de députés dont le rôle ne consiste pas qu'à fournir des troupes dociles et muettes pour appuyer le parti et le leader. Ce sont les députés ordinaires, par exemple, qui ont assuré aux régimes Mulroney et Charest une cohésion interne presque sans faille jusqu'à la fin, même quand leurs gouvernements respectifs encaissaient échec sur échec et étaient vilipendés par l'opinion publique. A contrario, le faible appui de la base péquiste à Pierre-Marc Johnson, et de la base libérale à son frère Daniel, dans les années 1980 et 1990, n'explique-t-il pas en partie le vacillement puis la démission rapide de ces deux chefs quand ils ont traversé des périodes de turbulence ?

Les simples députés comme Maurice Martel vouent forcément davantage de temps aux réalités locales. Le fait de relater des dossiers vitaux pour sa circonscription, usine de filtration et aciérie de Contrecoeur, agrandissement de l'Hôtel-Dieu de Sorel, cégep de Sorel-Tracy, aidera les chercheurs à se déprendre d'un tropisme axé sur les capitales et les sujets nationaux lorsqu'il s'agit de présenter la vie politique et les enjeux qui accaparent ses praticiens. Autre caractéristique des députés ordinaires, ancrés dans leur patelin (à moins que cela ne reflète la personnalité avenante de l'auteur) : la compétitivité et l'esprit de lutte semblent bien relatifs, comme en font foi les amitiés extra-partisanes dont témoigne Maurice Martel avec Robert Bourassa, Sorelois par mariage, Jean Cournoyer, autre compatriote qu'il a défait aux élections de 1976, ou encore le Dr. Victor Goldbloom, ministre de la Santé sous Bourassa.

On lira avec intérêt ces souvenirs, enfin, parce qu'ils n'émanent pas d'un politicien de carrière. Oui, il peut y avoir une vie avant, après et hors de la politique active. On a parfois tendance à oublier que nos représentants à l'Assemblée nationale ou aux Communes n'y investissent, pour la plupart, que ce soit de leur plein gré ou par le caprice souverain des électeurs, qu'une fraction de leur carrière. Cet engagement limité dans le temps n'est pas sans conséquences négatives. Il se traduit, notamment, par une moins grande maîtrise de l'agenda et des dossiers que chez les non-élus, fonctionnaires et même membres de la tribune de la presse, qui consacrent leur vie adulte à la chose publique. Mais il entraîne d'heureux effets, comme l'enracinement dans le pays réel et la résistance à l'air parfois raréfié des collines parlementaires. Il faut dire qu'une saine distance de la bulle politique est facilitée lorsque le député jouit d'assises pécuniaires et qu'il sait sur quel pied retomber en cas de défaite. La profession de pharmacien fut pour Maurice Martel cette assurance contre les aléas

politiques ; il se félicite d'avoir brigué les suffrages seulement après avoir établi son commerce et sa clientèle.

Sans prétention, à l'image de leur auteur, ces *Mémoires d'un pharmacien et d'un politique* fournissent un son de cloche trop peu souvent entendu sur la réalité vécue par la majorité des parlementaires, en plus de fournir des éléments utiles pour la compréhension de l'Union nationale et du Parti Québécois des décennies 1960 à 1980.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Celui-ci vient de faire paraître ses mémoires, *Pour tout vous dire*, Montréal, VLB/La Vie agricole, 2013, 533 p.